



FONCTION PUBLIQUE



Section nationale des Retraités

\*\*\*\*\*

## LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Paris, le 10 mai 2020

Monsieur le Président de la République,

L'épidémie du coronavirus que nous subissons était prévisible, voire même prévue. Si sa date de survenue et ses conséquences directes ne pouvaient être précisément décrites, son impact sur notre société était tout à fait envisageable. Les retraités, les personnes âgées en général, ont payé un tribut épouvantable à l'épidémie qu'ils aient été chez eux, dans des établissements de santé ou en Ehpad ; ils ont été les premières et les principales victimes. Nous ne vous ferons pas l'affront de vous rappeler les chiffres, vous les connaissez.

Depuis de nombreuses années, et plus encore durant les deux dernières, nous avons alerté les gouvernements successifs sur la situation de la santé publique dans notre pays : rencontres, revendications, propositions, manifestations, grèves, etc. Cette épidémie arrive comme révélateur de la situation désastreuse de notre système de santé ce qui nous donne, malheureusement, raison à *posteriori*.

Sans le dévouement et le professionnalisme de tous les personnels soignants, quel aurait été le bilan de cette tragédie ? Et cette pandémie n'a touché que 6% de la population. Le déplacement de malades à travers la France, voire même à l'étranger ! - sans même prévenir les familles, le tri des malades qui a dû être opéré pour avoir de la place dans les lits disponibles, le recours à la sédation profonde pour ceux dont on estimait qu'il n'était pas rentable d'essayer de les sauver, l'exposition des personnels soignants par manque de matériel : il n'y a pas de mots pour décrire notre dégoût devant cette situation. Nous n'osons imaginer la situation avec un virus encore plus agressif et sur l'ensemble du territoire !

« Gouverner, c'est prévoir ; et ne rien prévoir c'est courir à sa perte » déclarait Émile de Girardin en 1852 (In *La politique universelle*). Nous pouvons alors affirmer que le gouvernement était absent de notre pays depuis plusieurs années. Car les responsables, les coupables de cette situation catastrophique ce sont les personnes qui avaient une responsabilité au sein des ministères concernés, les ministres eux-mêmes en premier lieu, ceux qui définissent les politiques publiques et les mettent en œuvre.

Nous réclamions des moyens financiers, humains, techniques pour la santé publique. On nous répondait fermeture de lits, économies budgétaires, équilibre financier, court terme (comme toujours). Une secrétaire d'État de votre gouvernement déclarait même, le 10 mars 2020, « C'est plutôt le moment de faire des affaires en Bourse aujourd'hui » ! Quel cynisme et quelle honte ! Tout comme les actionnaires des établissements privés qui réclament leurs dividendes, « Hier vous comptiez les sous, aujourd'hui nous comptons les morts ».

Mais l'heure est venue de rendre des comptes. Qu'aura coûté cette pandémie à notre économie, à notre pays, tout entier, et qu'aurait coûté un service public de santé digne de ce nom ? qui en a payé la plus lourde note ? : les personnes âgées ! Encore une fois, serions-nous tentés de dire, après toutes les attaques que vous avez menées contre elles depuis le début de votre mandature. Cette attaque est quand même la plus violente et la plus inadmissible.

Alors, maintenant, pas de tergiversations, pas de discours, pas de beaux sentiments, pas de communication et plus de langue de bois (nous avons déjà donné), nous voulons des actes immédiats pour redonner à la santé publique la place qu'elle mérite, que nous méritons. Il est plus que temps de « rendre la vie... là où il y a la mort ». Nous ne pouvons et ne voulons plus attendre. Nous exigeons un service public de santé avec du personnel public de santé pour prendre en charge la totalité de la société française et assurer, ainsi, une continuité du service public de santé de la naissance à la mort, sans interruption, sans exclusion, grâce à une solidarité intergénérationnelle sans faille. Rentrer les Ehpad dans le cadre de la santé publique est incontournable. Un service public de santé avec des moyens financiers à la hauteur hors régulation budgétaire est une demande expresse. L'instauration immédiate du 5<sup>e</sup> risque se confirme comme indispensable.

Entre « la santé des affaires » et « la santé publique », nous, nous avons choisi. Les sacrifiés d'aujourd'hui ne seront pas les sacrifiés de demain.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Secrétaire général de l'UFR FO

Jean-Claude Borel

La Secrétaire générale  
de la Section « retraités » de la FSPS-FO

Françoise Lefevre

**UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS FORCE OUVRIÈRE**

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS - Tél : 01.44.83.65.55 E-mail : [ufr@fo-fonctionnaires.fr](mailto:ufr@fo-fonctionnaires.fr)

**SECTION RETRAITÉS DE LA FEDERATION DES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ**

153-155 rue de Rome - 75017 PARIS Tel : 01 44 01 06 14 E-mail : [retraitesfo@fosps.com](mailto:retraitesfo@fosps.com)